

Venue du DGAP à la MA Villepinte

Derrière les discours, la réalité des personnels sacrifiés !

Villepinte, le 23 juin 2026

Le Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire se déplace ce soir sur la Maison d'Arrêt de Villepinte. Pour l'**UFAP-UNSa Justice du CP de la Seine Saint-Denis** et l'ensemble des personnels de l'établissement, cette visite ne doit pas masquer les défaillances criantes de gestion.

Attractivité en panne, droits statutaires bloqués, sécurité compromise : le constat à la MA Villepinte est alarmant. L'UFAP dépose son exigence de réponses immédiates sur six axes majeurs.

1. Attractivité et droits sociaux : de grandes promesses, une misère de gestion

Prime de fidélisation du 93 : stop aux inégalités !

Destinée à reconnaître la spécificité et la dureté de l'exercice en Seine-Saint-Denis, l'attribution de la « Prime du 93 » souffre d'un manque de suivi inadmissible. Ce pilotage défaillant engendre de profondes inégalités dans sa répartition.

Notre revendication : une transparence totale, un audit immédiat et une régularisation sans délai pour TOUS les agents lésés.

Rachat d'ancienneté : des retards intolérables

Les dossiers de demande de rachat d'ancienneté s'accumulent dans les méandres de l'administration. Ces délais de traitement interminables pénalisent directement la carrière et les droits des agents.

Notre revendication : un plan d'apurement d'urgence de ces dossiers par les services compétents.

Logement des agents : le parcours du combattant

Trouver un logement en Île-de-France est une épreuve ; obtenir l'un des logements théoriquement proposés à nos agents en est une autre. La lourdeur des démarches bloque l'accès à ce droit pourtant essentiel pour fixer les effectifs dans la région.

Notre revendication : une simplification du circuit d'attribution et un véritable accompagnement social des personnels.

2. RH et sécurité : le personnel en surcharge face aux risques

Manque d'effectifs : TOUS les personnels logés à la même enseigne

L'insuffisance des effectifs est notoire et asphyxie l'établissement. Les **Personnels de Surveillance** comme les **Personnels Administratifs, Techniques ou d'Insertion/Probation** font face à une surcharge de travail structurelle insoutenable, alourdie par une surpopulation pénale historique. L'administration ne peut plus faire tourner la machine en s'appuyant uniquement sur leur dévouement.

Notre revendication : le comblement pérenne de l'ensemble des vacances de postes et des décisions permettant de faire baisser la pression carcérale sur l'ensemble des structures franciliennes.

Heures supplémentaires :

Notre revendication : le paiement intégral des heures dues, la possibilité de lisser les heures supplémentaires ou leurs récupérations aux choix de l'agent et le respect des périodes de repos.

Dégradation des conditions de travail : installations défectueuses et mise en danger

Travailler à la MA Villepinte est devenu un facteur de risque au quotidien. La sécurité des personnels est directement menacée par la multiplication d'**installations et d'équipements défectueux** non réparés.

Notre revendication : un audit de sécurité des infrastructures de l'établissement, le lancement immédiat des travaux pour sécuriser les postes de travail et des moyens suffisants pour assurer la maintenance en préventif et non en curatif.

Notre professionnalisme ne peut plus servir d'ajustement aux manques de moyens.

Pour l'UFAP UNSa Justice on exige des actes clairs sur le terrain !

Le bureau Local UFAP UNSa justice